



COLLÈGE
DE FRANCE
1530



COLLOQUE

13 et 14 novembre 2025

Collège de France - Amphithéâtre Marguerite de Navarre
11 place Marcelin Berthelot, 75005 Paris



La Palestine et l'Europe :

poids du passé et dynamiques contemporaines

Comité scientifique

Henry Laurens (Collège de France)

Leila Seurat (CAREP Paris)

François Ceccaldi (Collège de France)

et **Salam Kawakibi** (CAREP Paris)

Couverture :

Carte de la Palestine durant le mandat britannique,
coll. Amjad Ghannam, The Palestinian Museum Digital Archives.

Argumentaire

Avec l'ouverture de la « question d'Orient » dans le dernier tiers du XVIII^e siècle, la Palestine, qui dispose du statut particulier de Terre sainte, devient le lieu névralgique des relations internationales européennes.

Durant les décennies qui précèdent la Grande Guerre, les luttes d'influence entre les puissances européennes se multiplient, chacune se présentant comme la protectrice d'une communauté religieuse. Alors que la France et la Russie étendent respectivement leur influence sur les catholiques et les orthodoxes, les Anglais se présentent comme les protecteurs des juifs en Palestine. C'est dans ce cadre que s'inscrit le mouvement sioniste.

Si la France se voit reconnaître une primauté d'influence à l'issue des guerres balkaniques, les Britanniques profiteront de l'alliance nouée avec le mouvement sioniste lors de la Première Guerre mondiale pour s'arroger un mandat sur la Palestine.

La période du mandat britannique est essentielle pour la mise en place des acteurs contemporains que sont le mouvement national palestinien et le mouvement sioniste. Pris dans une double obligation entre les uns et les autres, les Britanniques sont dans l'incapacité de trouver une solution politique satisfaisante pour les deux parties, que ce soit un État palestinien unitaire, une division en cantons ou un partage territorial. Ils doivent ainsi faire face à une révolte palestinienne, puis à une révolte juive. Non sans arrière-pensées, ils délèguent le dossier à l'ONU qui, avec le vote du plan de partage de novembre 1947, provoque une guerre entre Arabes et sionistes, puis, après le 15 mai 1948, une guerre israélo-arabe.

Dans ce conflit de longue durée, les Européens s'identifient largement à l'État d'Israël. Dans les années 1950 et 1960, la France et l'Allemagne lui fournissent les armements qu'il demande, mais la priorité pour l'État hébreu est d'obtenir l'aide militaire américaine, qui ne devient substantielle qu'après la guerre de juin 1967.

Après cette guerre, les « discussions à quatre » voient un rapprochement des positions de la Grande-Bretagne et de la France sur la nécessité d'un retrait des territoires occupés contre une reconnaissance de l'État d'Israël, mais la question de la prise en compte du facteur palestinien reste ouverte. S'ouvre ainsi un dialogue euro-arabe. Ce dernier mènera à la résolution de Strasbourg de 1975, appelant Israël à se retirer des territoires palestiniens occupés et à reconnaître les droits nationaux du peuple palestinien, puis à une nouvelle déclaration en 1977 appelant à la création d'une patrie pour le peuple palestinien, et marquant pour la première fois l'opposition européenne à la construction de colonies israéliennes dans les territoires occupés. L'étape la plus importante demeure la déclaration de Venise du 13 juin 1980, qui parle de solution juste et préconise l'intégration de l'OLP dans les discussions de paix.

Deux niveaux d'action sont à considérer. Le premier est celui de la politique propre à chaque État, le second est celui de l'action collective de la Communauté, devenue Union européenne, le tout étant pris dans le jeu complexe des relations transatlantiques. De fait, la présence de l'Union est forte dans le domaine économique, aussi bien par le traité d'association UE-Israël, qui fait de l'État hébreu le premier partenaire commercial de l'Union, que par le financement des institutions palestiniennes à partir du processus d'Oslo. Néanmoins, l'Europe n'est que simple observatrice des négociations du processus d'Oslo, et si le « quartet » des années 2000 lui reconnaît un rôle, c'est dans un cadre impuissant à faire accepter une solution politique satisfaisante.

L'Europe est ainsi prise entre le poids de son héritage colonial et impérial, son identification culturelle avec Israël, la charge représentée par sa culpabilité dans la destruction des juifs d'Europe durant la Seconde Guerre mondiale, l'importance de ses relations économiques, technologiques et scientifiques avec l'État hébreu, la montée de l'indignation d'une partie de son opinion publique, marquée par l'accusation d'apartheid et aujourd'hui de génocide dans la guerre de Gaza.

La question est de savoir si les États européens vont, dans leur grande majorité, reconnaître l'État palestinien et exercer des pressions envers l'État hébreu, en particulier dans le domaine de l'économie, ou s'il s'agit

là plutôt de faux-semblants destinés à masquer une impuissance, voire une adhésion, liées à leurs héritages historiques et à leurs engagements géopolitiques.

Il n'en reste pas moins que l'Europe, dans sa globalité, est un des grands théâtres d'affrontements du conflit israélo-palestinien, en particulier dans les opinions publiques. En un sens, c'est une bonne part de l'identité européenne qui est en jeu, aussi bien dans l'interprétation de son passé que dans la définition de son identité à venir.

Programme détaillé

JEUDI 13 NOVEMBRE

- 08h30 Accueil des participants
- 08h50 **Allocution d'ouverture** par **Salam Kawakibi**
Directeur du CAREP Paris
- 09h00 **Introduction** par **Henry Laurens**,
Professeur au Collège de France
- 09h30 **Note de synthèse** d'**Azmi Bishara**, Directeur
du Centre arabe de recherche et d'études politiques
- 10h00 Pause café

10h30 **Panel 1 : Le sionisme comme projet
européen d'expansion coloniale**

Modération de Stéphanie Latte Abdallah, CNRS

Dès les années 1830-1840, les projets coloniaux des Européens en « Terre sainte », à visée civilisatrice, ouvrent la voie à divers courants colonialistes notamment le sionisme. L'ambition de ce panel est de réfléchir à la nature du sionisme et son articulation aux projets expansionnistes européens du XIX^e siècle. Comment faut-il comprendre le projet de Theodore Herzl ? Comment celui-ci a-t-il évolué pour se distancier du colonialisme européen ? Servait-il l'intérêt des puissances européennes ?

Intervenants :

Rina Cohen Muller, INALCO :

*Les puissances européennes et la Palestine au XIX^e siècle :
émergence d'une entité politique ?*

Lorenzo Kamel, Université de Turin :

Le sionisme, l'antisionisme et au-delà

Michaël Séguin, Saint-Paul University :

*Pour une relecture décoloniale du récit de vie de Shimon Peres :
pionnier sioniste ou colonisateur européen ?*

12h00

Pause déjeuner

13h30

Panel 2 : Les Palestiniens sous mandat

Modération de Jihane Sfeir, Université libre de Bruxelles

Si ses velléités d'occupation sont anciennes, l'Angleterre n'intervient directement dans l'occupation de la Palestine qu'à partir de la Première Guerre mondiale. Ce panel revient sur l'époque où les Britanniques étaient « aux affaires » en Palestine et interroge la convergence d'intérêts entre l'impérialisme britannique et le mouvement sioniste. À partir de plusieurs lieux d'enquête – la Terre, les ressources, les populations, la coercition – il met en exergue le rôle concret des Britanniques dans la dépossession progressive des Palestiniens.

Intervenants :

Michael R. Fischbach, Randolph-Macon College :

Comment le gouvernement britannique a facilité l'immigration juive et les achats de terres en Palestine ?

Élisabeth Davin-Mortier, École polytechnique de Lausanne :

Penser la Palestine sous mandat à partir des techniques et des ressources : l'exemple du contrôle de l'eau.

Abdel Razzaq Takriti, Rice University :

La trahison des intellectuels : l'académicide et le déclin de l'université occidentale.

15h00

Panel 3 : L'Europe institutionnelle, histoire d'une impuissance

Modération de François Ceccaldi, Collège de France

Depuis le traité de Rome signé en 1957, l'Union européenne se présente comme la garante du respect des droits humains et du droit international. Au-delà de cet affichage normatif, il convient d'analyser son rôle concret dans les processus politiques et diplomatiques en Palestine. Après un retour historique, revenant sur le contexte de création des institutions européennes, ce panel interroge l'élaboration des politiques par l'UE et ses effets sur les acteurs politiques palestiniens.

Intervenants :

Daniela Huber, Université de Rome III :

*De la Communauté européenne à l'Union européenne
en Israël/Palestine : continuités et ruptures ?*

Mandy Turner, Security in Context / International State Crime Initiative — Queen Mary University of London :

*La construction de la paix occidentale
comme contre-insurrection en Palestine occupée.*

Muriel Asseburg, Stiftung Wissenschaft und Politik :
*Une lecture critique des rôles de l'Union européenne
en Palestine.*

16h30

Pause café

17h00

Panel 4 : Vers une uniformisation des politiques étrangères européennes ?

Modération d'Aude Signoles, Sciences Po Aix-en-Provence

Ce panel s'intéresse à la manière dont s'articulent les diplomaties à l'échelle communautaire et bilatérale. Il interroge l'impact des structures supranationales de l'EU sur les trajectoires nationales des différents pays européens, et inversement. En filigrane, il entend contribuer aux débats autour de l'uniformisation des politiques étrangères européennes.

Intervenants :

Sinem Akgül Açıkmeşe, Kadir Has University :
*Divisions internes et fragmentation régionale :
la politique de l'UE face au conflit israélo-palestinien.*

Omran Shroufi, Vrije Universiteit, Bruxelles :
*L'évolution des partis d'extrême droite pro-israéliens
entre 1979 et 2024.*

Isaías Barreñada Bajo, Universidad Complutense de Madrid /
Instituto Complutense de Estudios Internacionales :
*Entre soutien inconditionnel à Israël et reconnaissance de l'État
palestinien : les divisions européennes et leurs impacts sur la
prise de décision de l'UE.*

08h30

Accueil des participants

09h00

Panel 5 : Passé colonial, poids de l'histoire et mobilisations pour la Palestine

Modération de Véronique Bontemps, EHESS

Le génocide des juifs d'Europe est souvent mobilisé pour expliquer le soutien des pays européens à Israël. Tout en questionnant l'importance de ce facteur et en le mettant en perspective avec le passé colonial européen, nous interrogerons l'importance de l'appui exponentiel à la Palestine au sein des sociétés, dans la formulation des politiques étrangères européennes.

Intervenants :

Gilbert Achcar, SOAS, University of London :

De l'instrumentalisation de la Shoah dans le déni de l'affliction palestinienne.

Álvaro Oleart, Université Libre de Bruxelles :

L'imaginaire colonial de « l'Europe » dans le soutien de l'UE à Israël et à la déshumanisation des Palestiniens.

Sune Haugbølle, Université de Roskilde :

L'émergence de la Palestine comme cause globale et ses échos contemporains.

10h30

Panel 6 : Réseaux d'influence et intérêts économiques

Modération de Leila Seurat, CAREP Paris

Ce panel examine les enchevêtrements complexes et multiformes entre l'Union européenne, ses États membres et Israël. La discussion explore les pratiques spécifiques qui contribuent à la perpétuation de l'occupation mettant au jour différents réseaux d'acteurs. Il s'agira d'abord d'examiner la place des groupes de pression pro-israéliens au sein des institutions de l'UE et leur rôle dans l'élaboration des décisions du Parlement et de la Commission. L'analyse portera ensuite sur les circuits liés au commerce des armes et des technologies de surveillance ainsi que sur la présence d'entreprises européennes dans les territoires palestiniens occupés.

Intervenants :

Benedetta Voltolini, Kings College London :

Lobbying et politique étrangère de l'UE face au conflit israélo-palestinien.

Shir Hever, Alliance of Justice between Israelis and Palestinians

Israël et l'Union européenne dans l'industrie mondiale de l'armement et de la sécurité.

Clara Denis Woelffel, UQÀM (Montréal) / CERMOM :

État des relations commerciales entre entreprises françaises et israéliennes en Cisjordanie : entre intérêts économiques et complicité coloniale.

12h00

Pause déjeuner

13h30

Panel 7 : Silencier les voix palestiniennes

Modération d'Alain Gresh, Orient XXI

L'année 2023 marque un tournant dans la répression des voix en faveur de la Palestine. Tout en réinscrivant les dynamiques actuelles dans les trajectoires historiques de plusieurs pays européens, notamment la Grande-Bretagne et l'Allemagne, ce panel entend donner sens à la rupture du 7 octobre, en analysant l'évolution des outils de répression aussi bien sur les plans coercitifs que sémantiques. Comment s'organise la répression y compris à l'échelle transnationale ? Quelles sont les cibles et les arguments utilisés ? Il conviendra également d'inscrire ces dynamiques dans d'autres formes de répression politiques.

Intervenants :

Thomas Vescovi, EHESS / Université libre de Bruxelles :
Médias et diplomatie publiques israéliennes, les fondements d'un parti-pris illustré par le traitement de la guerre à Gaza.

Hanna Al-Taher, TU Dresden / Queen Mary University, London :
Résister à l'idée de l'impossible Palestine.

Omar Jabary Salamanca, Université libre de Bruxelles :
Quand les masques tombent : l'université européenne à l'époque des monstres.

15h00

Panel 8 : Les responsabilités de l'Europe, de l'échec d'Oslo à la destruction de Gaza

Modération d'Emilio Dabed, York University (Toronto)

Ce dernier panel dresse un cadre épistémique qui permet de montrer comment l'Europe a mis en échec la solution à deux États. Contournant perpétuellement les règles pourtant édictées par leurs propres institutions, les dirigeants européens ont directement porté atteinte à leurs principes servant des intérêts particuliers plutôt que celui des États membres et des acteurs de la région. Cet écart entre le dire et le faire amène aujourd'hui aux accusations de complicité dans le génocide, l'UE ayant échoué à répondre de manière adéquate aux avis des deux cours internationales de justice.

Intervenants :

Andrea Teti, Université de Salerne :

Le coût de l'alignement : comment la politique de l'UE à l'égard de la Palestine condamne la paix et fragilise l'État moderne.

Sonia Boulos, Nebrija University / CEARC :

De la rhétorique à la complicité : l'Europe et la crise du droit international à Gaza.

Dimitris Bouris, Université d'Amsterdam :

L'Union européenne et l'assassinat de la solution à deux États.

16h30

Pause café

17h00

Débat de clôture : Comment la question de Palestine transforme-t-elle l'Europe ?

Modération d'Agnès Levallois, iReMMO

Intervenants :

Francesca Albanese, Rapporteuse spéciale des Nations unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967

Josep Borrell, Président du CIDOB et ancien Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, ainsi qu'ancien vice-président de la Commission européenne.

Dominique de Villepin, ancien Premier ministre et ministre des Affaires étrangères.

Biographies des intervenants

Gilbert Achcar est professeur émérite à l'École des études orientales et africaines (SOAS) de l'Université de Londres. Parmi ses ouvrages : *Le Choc des barbaries* (2002, 2017) ; *La Poudrière du Moyen-Orient*, avec Noam Chomsky (2007) ; *Les Arabes et la Shoah. La guerre israélo-arabe des récits* (2009) ; *Le Peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe* (2013) ; *La Nouvelle Guerre froide. Les États-Unis, la Russie et la Chine du Kosovo à l'Ukraine* (2023) ; et *Gaza, génocide annoncé. Un tournant dans l'histoire mondiale* (2025).

Sinem Akgül Açıkmeşe est professeure de relations internationales et directrice du département de science politique et relations internationales à l'Université Kadir Has (KHAS). Depuis 2021, elle est également chercheuse titulaire au Centre d'études modernes sur la Turquie à l'Université Carleton (Canada), et occupe actuellement les fonctions de secrétaire générale et membre du conseil d'administration du Conseil des relations internationales de Turquie (IRCT). Ses recherches portent sur les études de sécurité, les relations transatlantiques, les politiques étrangères et de voisinage de l'Union européenne, l'intégration européenne et les relations Turquie-UE.

Francesca Albanese est la Rapporteuse spéciale des Nations unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967. Juriste et chercheuse en droit international, elle est affiliée à l'Institute for the Study of International Migration de l'Université Georgetown et occupe le poste de conseillère principale sur les questions de migration et de déplacement forcé au sein de l'organisation Arab Renaissance for Democracy and Development (ARDD), où elle a cofondé le Réseau mondial sur la question de la Palestine (Global Network on the Question of Palestine – GNQP). Elle est également autrice de l'ouvrage *Palestinian Refugees in International Law* (2020) et donne de nombreuses conférences sur le droit international et les questions relatives aux réfugiés.

Muriel Asseburg est chercheuse principale au sein de la division Afrique et Moyen-Orient du SWP, Institut allemand des affaires internationales et de sécurité, à Berlin, en Allemagne. Ses recherches

actuelles portent sur les dynamiques de conflit et la consolidation de la paix au Levant (Israël/Palestine et Syrie en particulier) ; sur les politiques moyen-orientales de l'Allemagne, de l'Europe et des États-Unis ; ainsi que sur les questions de construction étatique, de réforme politique et de sécurité en Méditerranée orientale.

Isaías Barreñada Bajo est professeur de relations internationales à la faculté de science politique et de sociologie de l'Université Complutense de Madrid et chercheur à l'Institut Complutense d'études internationales (ICEI). Ses domaines de recherche sont la politique étrangère espagnole et européenne, la Palestine et le Sahara occidental. Il a travaillé dans différents domaines internationaux tels que l'action syndicale internationale, la coopération au développement et la diplomatie publique. Il est le co-directeur du Groupe Complutense de Recherche sur le Maghreb et Proche-Orient (GICMOM).

Intellectuel arabe, écrivain et chercheur, **Azmi Bishara** a publié de nombreux ouvrages en arabe, en anglais et en français, dans les domaines de la pensée politique, de la théorie sociale et de la philosophie. Ses recherches portent principalement sur l'État, les révolutions arabes, la démocratie, la citoyenneté et l'islam politique. Parmi ses publications récentes figurent *Palestine: Matters of Truth and Justice* (2022, en français : 2024), *The Question of the State: An Essay in Philosophy, Theory and Contexts* (2023) et *The Arab State: On Genesis and Trajectory* (2024), parus initialement en arabe. Il est également l'auteur de *Al-Tufan: al-Harb `ala Filastin fi Ghazza* (2024), consacré à la guerre contre Gaza.

Véronique Bontemps est anthropologue et chargée de recherche au CNRS (IRIS). Ses travaux relèvent de l'anthropologie des sociétés palestiniennes contemporaines au Moyen-Orient, à travers plusieurs thèmes : le patrimoine, les frontières et les inégalités, les sociétés urbaines et les expériences de la maladie. Elle coordonne le séminaire « Expériences et pratiques palestiniennes contemporaines » à l'EHESS. Elle est l'autrice de deux livres : *Ville et patrimoine en Palestine* (2012) et avec Aude Signoles, *Vivre sous occupation. Quotidiens palestiniens* (2012). Elle a récemment co-dirigé l'ouvrage *Gaza, une guerre coloniale* (2025).

Josep Borrell Fontelles, économiste et homme politique espagnol, a occupé de hautes responsabilités en Espagne et au sein de l'Union européenne. Ministre de l'Économie et des Finances (1982-1984), puis des Travaux publics, Transports et Télécommunications (1991-1996), il a été député jusqu'en 2003 avant de présider le Parlement européen (2004-2007). Ministre des Affaires étrangères d'Espagne (2018-2019), il a ensuite exercé la fonction de Haut Représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, ainsi que Vice-Président de la Commission européenne (2019-2024). Ses distinctions incluent la Légion d'honneur, l'Ordre du mérite constitutionnel espagnol et la Grand-Croix de l'Ordre du Soleil du Pérou.

Sonia Boulos est professeure associée de droit international des droits humains à la faculté de droit et de relations internationales de l'Université Antonio de Nebrija. Ses recherches portent sur la protection internationale des droits humains. Elle est responsable du groupe de recherche SEGERICO (Sécurité, Gestion des Risques et Conflits) et membre fondatrice du CEARC (Centro de Estudios Árabes Contemporáneos). Elle est également co-éditrice de *Palestine/Israel Review*.

Dimitris Bouris est professeur associé et titulaire de la chaire Jean Monnet au département de science politique de l'Université d'Amsterdam. Il est également rédacteur associé de la revue académique *European Security* et professeur invité au Collège d'Europe (Natolin). Il est l'auteur de *The European Union and Occupied Palestinian Territories: state-building without a state* (2014) et a largement publié sur le rôle de l'UE en Palestine et en Israël. Ses recherches portent sur les perspectives critiques du rôle de l'UE en tant qu'acteur global, ainsi que sur les questions de reconnaissance internationale et d'États contestés.

François Ceccaldi, docteur en études politiques de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), est chercheur à la chaire Histoire contemporaine du monde arabe au Collège de France et chargé d'enseignements à Sciences Po Paris. Ses recherches portent sur le pouvoir en Palestine et dans le monde arabe, ainsi que sur les évolutions du système politique palestinien.

Rina Cohen Muller est maîtresse de conférence au département d'études hébraïques et juives à l'Institut nationale des langues et civilisations orientales (INALCO).

Emilio Dabed est un juriste palestino-chilien et docteur en science politique (Sciences Po Aix-en-Provence, France), spécialisé en droit constitutionnel, droit international et droits humains. Il est actuellement professeur associé de droit international à l'Arab American University en Palestine. Il a enseigné à Osgoode Hall Law School, à l'Université York à Toronto, à Columbia Law School, à Al-Quds/Bard College, à l'Université An-Najah à Naplouse et à l'Université Diego Portales à Santiago. Ses recherches portent sur les liens entre droit, changements politiques et sociaux, identités et discours des droits humains.

Élisabeth Davin-Mortier est maîtresse de conférences en histoire contemporaine à la faculté des lettres à Sorbonne Université. Elle est spécialiste de l'histoire de l'environnement et de l'histoire des techniques au Moyen-Orient. Après une thèse d'histoire sur l'eau en Palestine durant la domination britannique (1917-1948), elle travaille désormais sur l'eucalyptus en Méditerranée du XIX^e siècle à nos jours.

Clara Denis Woelffel est doctorante au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal. Son sujet de thèse porte sur l'évolution de la position française relative à ses relations diplomatiques et économiques avec Israël et la Palestine. Ses terrains de recherche ont été réalisés entre la France, en lien avec le CERMOM (INALCO, Paris) et la Palestine (Ramallah/Jérusalem), grâce à l'Université Birzeit et à l'IFPO de Jérusalem.

Michael R. Fischbach est professeur d'histoire au Randolph-Macon College à Ashland, en Virginie (États-Unis). Parmi ses nombreuses publications, il est l'auteur de : *State, Society, and Land in Jordan* ; *Records of Dispossession: Palestinian Refugee Property and the Arab-Israeli Conflict* ; *The Peace Process and Palestinian Refugee Claims: Addressing Claims for Property Compensation and Restitution* ; *Jewish Property Claims Against Arab Countries* ; *Black Power and Palestine: Transnational Countries of Color* ; et *The Movement and the Middle East: How the Arab-Israeli Conflict Divided the American Left*. Son prochain livre, *Sirhan Sirhan and the Assassination of Robert F. Kennedy: Depoliticizing Middle Eastern Violence in America*, paraîtra en 2026.

Alain Gresh est journaliste, ancien rédacteur en chef du *Monde diplomatique*, fondateur des journaux en ligne *Orient XXI* et *Afrique XXI*, spécialiste du Proche-Orient et plus particulièrement du conflit israélo-palestinien, auquel il a consacré de nombreux ouvrages.

Sune Haugbølle est professeur en études globales à l'Université de Roskilde. Ses travaux portent sur la mémoire sociale, la culture politique, la révolution et la solidarité transnationale au Moyen-Orient, avec un focus sur le Levant. Il est l'auteur de *War and Memory in Lebanon* (2010) et de plusieurs autres ouvrages, dont le plus récent : *The Fate of Thirdworldism in the Middle East* (2024). Il est également rédacteur en chef du *Middle East Journal of Culture and Communication*.

Shir Hever est un spécialiste de l'occupation, de l'apartheid et de l'industrie de l'armement en Israël. Titulaire d'un doctorat de la Freie Universität Berlin, il est membre de l'organisation Jewish Voice for a Just Peace. Son dernier ouvrage, *The Privatization of Israeli Security*, a été publié en 2017.

Daniela Huber est maîtresse de conférences au département de science politique de l'Université Roma Tre (Université de Rome III). Elle est également conseillère scientifique du programme Méditerranée, Moyen-Orient et Afrique à l'IAI, ainsi que co-rédactrice en chef de *The International Spectator*.

Omar Jabary Salamanca est écrivain, enseignant et professeur assistant en sciences sociales à l'Université libre de Bruxelles. Ses recherches portent sur le développement en contexte colonial et les mouvements de solidarité anticoloniale. Il est aussi cofondateur du *Eye On Palestine Arts and Film Festival*.

Lorenzo Kamel est professeur d'histoire à l'Université de Turin, où il enseigne l'histoire globale, les études coloniales et postcoloniales, ainsi que l'histoire du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Il est notamment l'auteur de *Imperial Perceptions of Palestine. British Influence and Power in Late Ottoman Times* (2015), *The Middle East from Empire to Sealed Identities* (2020), ainsi que de *History Below the Global. On and Beyond the Coloniality of Power in Historical Research*.

Chercheur en science politique, **Salam Kawakibi** est l'actuel directeur du CAREP Paris, il était auparavant l'ancien directeur adjoint à l'Arab Reform Initiative. Il occupe les fonctions de chercheur principal de 2009 à 2011 à la faculté de sciences politiques de l'université d'Amsterdam. De 2000 à 2006, il dirige l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo) à Alep. Il est membre du conseil consultatif de la Fondation assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée (FACM) et membre du conseil administratif de l'association "The Day After" pour une Syrie démocratique. Il est aussi membre du conseil consultatif de l'organisation Ettijahat-Independent Culture.

Stéphanie Latte Abdallah est directrice de recherche au CNRS (CéSor/EHESS), anthropologue du politique et historienne, spécialiste de la Palestine, du Moyen-Orient et des sociétés arabes contemporaines. Ses recherches récentes portent sur les frontières, la carceralité et la prison en Palestine/Israël. Elle s'intéresse aux mobilisations citoyennes émergentes liées aux économies alternatives, à l'autonomie, à l'écologie et aux utopies concrètes en Palestine et au Liban. Elle coordonne le programme de recherche IMAGIN-E. Ses deux derniers ouvrages sont *La toile carcérale. Une histoire de l'enfermement en Palestine* (2021, en anglais : 2022) et *Des morts en guerre. Rétention des corps et figures du martyr en Palestine* (2022). Elle a dirigé, avec Véronique Bontemps, *Gaza. Une guerre coloniale* (2025).

Docteur d'État et agrégé d'histoire, **Henry Laurens** est reconnu comme l'un des grands spécialistes du Moyen-Orient. Professeur au Collège de France (titulaire de la chaire d'histoire contemporaine du monde arabe) et à l'Inalco, il a par ailleurs été directeur du Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient Contemporain (CERMOC) à Beyrouth puis directeur scientifique de l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo). Henry Laurens s'intéresse notamment à l'étude des relations entre Israël et le monde arabe. En 2004, il a reçu le Prix Joseph du Theil de l'Académie des Sciences morales et politiques, ainsi que le Prix de l'amitié franco-arabe de l'Association de solidarité franco-arabe. Henry Laurens est l'auteur de nombreux ouvrages.

Agnès Levallois est maîtresse de conférence à la Fondation pour la recherche stratégique, consultante spécialiste du Moyen-Orient et chargée de cours à Sciences Po Paris. Elle est aussi analyste Proche-Orient au Secrétariat général de la défense nationale et responsable du

bureau monde arabe et persan à la Délégation aux affaires stratégiques au ministère de la défense. Elle a également été journaliste, avant d'être directrice de l'information et des programmes de RMC MO puis directrice adjointe de la rédaction de France 24 en charge des contenus en langue arabe. Elle est également membre du comité de rédaction de la revue *Confluences-Méditerranée*, et vice-présidente de l'iReMMO.

Álvaro Oleart est chercheur postdoctoral au sein du département de science politique et de l'Institut d'études européennes de l'Université Libre de Bruxelles. Ses recherches portent sur la relation entre conflit politique et démocratie, abordée sous un angle décolonial, dans le contexte de l'Union européenne. Il est l'auteur des ouvrages : *Framing TTIP in the European Public Spheres: Towards an Empowering Dissensus for EU Integration* (2021) et *Democracy Without Politics in EU Citizen Participation: From European Demoi to Decolonial Multitude* (2023).

Michaël Séguin est professeur adjoint et directeur de l'École de leadership, d'écologie et d'équité à l'Université Saint-Paul (Canada). Ses travaux portent sur l'évolution du sionisme politique en tant que mouvement colonial, l'islamophobie implicite dont sont victimes les gestionnaires musulmans au Québec, ainsi que les politiques et pratiques de gestion de la diversité au sein des universités et des organismes communautaires canadiens. Il a publié dans la *Revue internationale de politique comparée*, le *Canadian Journal of Nonprofit and Social Economy Research*, *Ad Machina*, *Politique et sociétés*, la *Revue internationale de cas en gestion*, *Sociologie et sociétés*, *Recherches qualitatives* et les *Cahiers d'histoire*.

Leila Seurat est chercheure au Centre arabe de recherches et d'études politiques de Paris (CAREP Paris). Elle a soutenu son doctorat à l'Institut d'études politiques de Paris en 2014 sous la direction de Bertrand Badie. Son ouvrage, *Le Hamas et le monde* (CNRS, 2015) est issu de sa thèse. Il a été publié dans une version actualisée en anglais chez I.B Tauris (2022). Elle est également l'autrice, avec Jihane Sfeir, des *Écrits politiques arabes* (CNRS, 2022) et a récemment contribué à l'ouvrage *Gaza, une guerre coloniale* (2025).

Jihane Sfeir est professeure à l'ULB, historienne du monde arabe contemporain et chercheure au centre de Recherche Etudes en Politique Internationale (REPI) et à l'Observatoire des Mondes Arabes

et Musulmans (OMAM), à l'ULB. Parmi ses publications on peut citer : en collaboration avec L. Seurat, *Écrits politiques arabes - Une anthologie du Machrek au Maghreb au XX^e siècle* (2022), avec C. Jungen, *Archiver au Moyen-Orient. Fabriques documentaires contemporaines* (2019) et *L'exil palestinien au Liban : le temps des origines 1947-1952* (2008).

Aude Signoles est Maître de conférences en science politique à Sciences Po Aix-en-Provence, rattachée au laboratoire MESOPOLHIS. Spécialiste de la gouvernance locale palestinienne, elle a également travaillé sur la commémoration et transmission des mémoires de la guerre d'Algérie en France.

Omran Shroufi est chercheur postdoctoral à la Vrije Universiteit Brussel. Omran a obtenu son doctorat en sciences politiques à l'université de York, où il a étudié l'émergence des partis d'extrême droite pro-israéliens en Europe occidentale. Il travaille actuellement sur un ouvrage consacré à ce sujet, qui sera publié par Manchester University Press. Ses recherches portent notamment sur l'extrême droite, l'idéologie d'extrême droite, la politique allemande, ainsi que le populisme et l'anti-populisme.

Hanna Al-Taher est chercheuse, écrivaine et conférencière en théorie politique et en histoire des idées à l'Université technologique de Dresde. Elle est également chercheuse associée à la faculté de politique et de relations internationales de la Queen Mary University of London.

Abdel Razzaq Takriti est historien et enseignant à la Rice University, où il occupe la chaire d'études arabes de l'Arab-American Educational Foundation. Il est spécialiste des révolutions, de la formation des États et de l'anticolonialisme en Palestine et dans le Machrek arabe au sens large. Il écrit actuellement une histoire de la lutte anticoloniale palestinienne. Il est coauteur, avec Karma Nabulsi, du projet de sciences humaines numériques *The Palestinian Revolution* (2016), et auteur de *Monsoon Revolution: Republicans, Sultans, and Empires in Oman* (2013).

Andrea Teti est professeur associé de sciences politiques à l'Université de Salerne, en Italie, et rédacteur en chef adjoint de *Middle East Critique*. Il est un expert reconnu des relations entre l'UE et la région MENA, de la démocratisation, de l'autoritarisme et de la politique de production des connaissances en sciences sociales sur le Moyen-Orient. Il est l'auteur principal de *The Arab Uprisings in Egypt, Jordan and Tunisia* (2018) et

Democratization Against Democracy: How EU Policy Fails the Middle East (2020).

Mandy Turner est autrice indépendante, chercheuse associée à *Security in Context* (International State Crime Initiative de la Queen Mary University of London), et au think tank ODI, spécialisé dans le développement et l'humanitaire. Ses travaux portent sur l'économie politique des conflits et de la paix, l'humanitaire, le multilatéralisme, ainsi que sur la situation en Israël et en Palestine. Son ouvrage le plus récent est : *From the River to the Sea: Palestine and Israel in the Shadow of 'Peace'* (2019, en arabe : 2024).

Thomas Vescovi est doctorant en études et sciences politiques en cotutelle entre l'École des hautes études en sciences sociales et l'Université libre de Bruxelles. Il est également membre de l'Observatoire des Mondes Arabes et Musulmans (OMAM) de l'ULB. Il est l'auteur de *La mémoire de la nakba en Israël. Le regard de la société israélienne sur la tragédie palestinienne* (2015) et de *L'Échec d'une utopie. Une histoire des gauches en Israël* (2021). Il a récemment contribué à l'ouvrage *Gaza, une guerre coloniale* (2025). Enfin, il est cofondateur et membre du comité de rédaction du collectif de recherche *Yaani*.

Diplômé de Sciences Po Paris et de l'École nationale d'administration (ENA), **Dominique de Villepin** entame sa carrière diplomatique en 1984. Il occupe la fonction de secrétaire général de la présidence de la République en 1995 sous Jacques Chirac. Il est ensuite nommé ministre des Affaires étrangères (2002-2004), ministre de l'Intérieur (2004-2005) et Premier ministre (2005-2007). Sa posture contre la guerre en Irak en 2003, notamment son discours à l'ONU, lui confère une renommée internationale. Après sa carrière politique, il devient avocat au barreau de Paris en 2008, ouvrant un cabinet spécialisé dans les affaires internationales. Il est également écrivain, publiant des ouvrages sur l'histoire et la politique.

Benedetta Voltolini est maîtresse de conférences en politique étrangère européenne au King's College de Londres. Ses recherches portent notamment sur le lobbying, le cadrage et la mémoire en politique étrangère, avec un accent particulier sur la politique étrangère de l'UE à l'égard du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Ses travaux ont été publiés, entre autres, dans le *Journal of European Public Policy*, le *Journal*

of European Integration, Mediterranean Politics et *Geopolitics*. Elle est également l'auteure de *Lobbying in EU foreign policy-making: The case of the Israeli-Palestinian conflict* (2016).



COLLÈGE
DE FRANCE

— 1530 —



CAREP Paris

college-de-france.fr

carep-paris.org